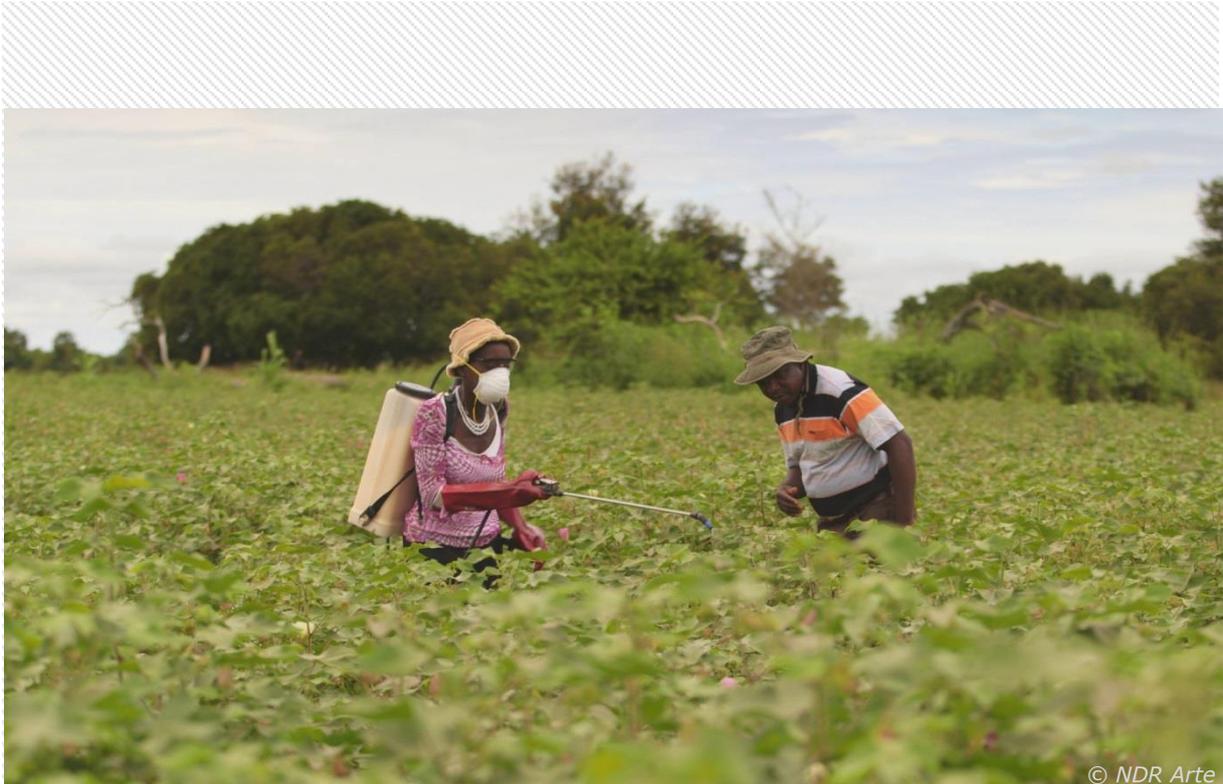


FESTIVAL



ALIMENTERRE

Notre avenir se joue dans nos assiettes



FICHE DE PRESENTATION DU FILM

Vertueuses, les multinationales ? Le business de l'aide au développement

Valentin Thurn & Caroline Nokel / NDR, Arte / 2017 / 86' / Français

Sélection ALIMENTERRE 2018

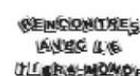
AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, de Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et de Triballat Noyal. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

SYNOPSIS	4
LES RÉALISATEURS	4
LE TOURNAGE.....	5
SÉQUENÇAGE.....	5
PROTAGONISTES.....	7
PRECISIONS SUR LA NASAN.....	9
PREPARER LE DÉBAT	9
POUR ALLER PLUS LOIN	10

Coordonné par le CFSI et mis en œuvre par le réseau ALIMENTERRE, le festival ALIMENTERRE est organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre. Il a pour ambition l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global afin qu'ils contribuent à de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Parmi les outils proposés aux organisateurs, le CFSI réalise une **fiche de présentation de chaque film de la sélection**. Cette fiche est à utiliser avec un choix de **15 fiches pédagogiques** régulièrement actualisées, pour approfondir la ou les thématiques des films et préparer le débat.

Si vous souhaitez être accompagné dans l'organisation de votre événement ALIMENTERRE, n'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMENTERRE présent sur votre territoire.

www.alimenterre.org

SYNOPSIS

Aide publique, partenariat public-privé, multinationales, sécurité alimentaire

Zambie, Kenya, Tanzanie, Zanzibar

L'aide publique au développement européenne a pour objectif de faire diminuer l'insécurité alimentaire et la grande pauvreté dans le monde. Plutôt que d'utiliser des structures étatiques, les contributeurs allouent souvent les fonds à des entreprises, par le biais de partenariats public-privé. Or, dans les faits, les industriels ne jouent pas le jeu. En enquêtant en Afrique, les auteurs de ce documentaire ont constaté que les multinationales accaparent les terres, paient des salaires misérables à leurs employés et poussent les paysans à acheter leurs produits. Pourtant, des modèles alternatifs d'aide au développement existent.



L'AVIS DU COMITÉ DE SÉLECTION

Ce film au contenu effarant montre que la lutte contre la faim est un prétexte pour certaines multinationales qui souhaitent s'implanter en Afrique. On assiste alors à l'importation du modèle d'agriculture intensive occidental en Zambie, au Kenya et en Tanzanie. Le sujet méconnu de la captation de l'aide au développement par les grandes firmes internationales est ici traité de façon complète. Les limites du partenariat public-privé dévoilent les phénomènes d'accaparement des terres, d'endettement des paysans et du bouleversement des pratiques alimentaires locales. Des modèles alternatifs plus vertueux sont présentés et invitent au débat.

LES RÉALISATEURS

Caroline Nokel, Auteur et réalisatrice



Caroline Nokel est journaliste et travaille en tant qu'auteur et réalisatrice pour la radio et la télévision publique. Diplômée de l'atelier franco-allemand Ludwigsburg-Paris, elle a réalisé de nombreuses émissions pour les chaînes WDR, NDR, Deutschlandfunk Kultur et Arte, sur les sujets de la migration, de l'alimentation et de l'aide au développement. Elle tourne actuellement un documentaire pour Arte sur la transformation de l'agriculture.

Valentin Thurn, Co-auteur et producteur

Le réalisateur Valentin Thurn est reconnu à l'international pour ses documentaires *Taste the Waste - Le gaspillage alimentaire global* et *10 Billion - What's on your plate ?* déjà programmés dans le cadre du festival ALIMENTERRE. Il a reçu de nombreux prix. Il a également fondé l'association Foodsharing et le premier projet alimentaire territorial en Allemagne.



LE TOURNAGE

En 2012, Caroline Nokel et Valentin Thurn ont réalisé pour le projet international « Why poverty ? » le court-métrage *Hunger for profit*. Le sujet était la spéculation sur les denrées alimentaires et ses conséquences pour les gens les plus pauvres. Pendant la recherche, Caroline Nokel est tombée sur le fonds d'investissement AATIF (African Agriculture Trade and Investment Fund) fondé par le gouvernement allemand avec des fonds publics dans une logique de politique de développement. Le gestionnaire du fonds est la Deutsche Bank. La réalisatrice a commencé à rechercher d'autres exemples de partenariats entre l'aide publique au développement et des entreprises multinationales. Le résultat de ses recherches fut la découverte d'une nouvelle tendance importante dont les implications l'ont effrayée.

L'objectif du documentaire sélectionné en 2018 était d'aller découvrir sur place les tenants et les aboutissants de ces investissements qui prétendent aider les habitants des pays les plus pauvres du monde.

Les rencontres avec les protagonistes du film furent très différentes :

Les personnes affectées par les investissements et l'accaparement de leurs terres et de leurs ressources réjouissaient à l'idée qu'une journaliste européenne s'intéresse à leur destin et vienne sur place. Ce fut en retour très émouvant pour la réalisatrice, notamment en Zambie, quand elle apprit au moment de l'entretien qu'une jeune fille était morte à cause de la clôture posée par une entreprise.

Les ministres, les représentants des institutions et des entreprises avaient le souci de présenter leur engagement d'une manière positive. La réalisatrice est parvenue à gagner leur confiance et à obtenir des interviews avec tous les protagonistes clés, ce qui n'était pas évident du tout.

Aujourd'hui, les réalisateurs présentent le film dans des cadres divers et discutent de la thématique avec un grand nombre de gens. Ils observent comment l'aide au développement évolue, se transforme ou est instrumentalisée. De temps en temps, ils s'informent de l'évolution de la situation auprès des fermiers zambiens, malheureusement, celle-ci ne s'améliore pas.

La conséquence la plus importante du film fut l'arrêt de l'exportation de pizzas surgelées Dr. Oetker vers le Kenya, subventionnée par l'aide au développement française, dans ce cas le fonds Fanisi. Cependant, Fanisi, financé par Proparco, continue de financer des projets similaires. Pour la suite, Caroline Nokel souhaite enquêter sur la responsabilité des institutions financières au service du secteur privé et du développement, dans le combat contre la faim et la pauvreté.

SÉQUENÇAGE

Introduction

00:00:00 à 00:02:46

Pour lutter contre la faim dans le monde, les pays d'Afrique subsaharienne ont bénéficié de l'aide publique au développement des pays industrialisés. Malgré cela, près d'un quart de la population est toujours à la limite du minimum vital. On mise alors aujourd'hui sur le secteur privé, banques et grands groupes occidentaux, pour lutter contre la pauvreté. Ce nouveau type d'aide au développement fonctionne-t-il et profite-t-il à ceux qui en ont besoin ?

Le German Food Partnership (GFP)

00:02:46 à 00:17:34

Ce programme modèle du gouvernement allemand est un projet commun du Ministère de la coopération économique et du développement, de la fondation Bill et Melinda Gates, et de 30 entreprises agroalimentaires (Syngenta, BASF, Bayer, Grimme). Les investisseurs ont réuni 80 millions d'euros, dont 1,8 million affecté à un projet pour le développement de la pomme de terre au Kenya. Ces variétés de pommes de terre ne correspondent pas aux besoins locaux et rendent les paysans dépendants des firmes détentrices des semences. Le GFP prône un modèle d'agriculture à l'allemande, rationalisé et mécanisé.

European Foods Africa au Kenya

00:17:34 à 00:22:50

Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD), a investi dans le fonds Fanisi avec d'autres banques de développement européennes. Ce fonds de développement s'élève à 45 millions d'euros, dont 2 ont été attribués à European Foods Africa, une entreprise de Nairobi. Cette entreprise kenyane commercialise des pizzas surgelées de la marque allemande Dr. Oetker et des fruits surgelés, qu'elle importe d'Allemagne. Le propriétaire de European Foods Africa est un allemand qui vit à Nairobi. Seuls les consommateurs de la classe supérieure peuvent s'offrir une pizza de cette marque, vendue à 7,80 € au Kenya. Le fonds de développement Fanisi favorise donc l'importation de produits européens et non la production locale. European Foods Africa prévoit de s'étendre au Soudan, en Ouganda et en Tanzanie.

La COMPACI en Zambie

00:22:50 à 00:30:21

La Competitive African Cotton Initiative (COMPACI) est un projet africain qui vise à améliorer la production de la culture commerciale du coton en Zambie. Les sponsors de la COMPACI sont 20 sociétés cotonnières, des fondations et le Ministère allemand de la coopération économique et de l'aide au développement. La COMPACI collabore avec 800 000 petits paysans dans 11 pays d'Afrique. Dans le cadre de ce projet, le secteur privé se substitue aux structures étatiques et les agriculteurs deviennent dépendants des firmes.

Zambeef en Zambie

00:30:21 à 00:43:39

Zampalm est une exploitation de 20 000 hectares de palmiers à huile au Nord-Est de la Zambie. Elle appartient au plus grand groupe alimentaire de Zambie, l'entreprise Zambeef. L'entreprise a reçu 35 millions d'euros d'une dizaine de banques de développement européennes, dont la DEG, la Société allemande de développement. Avec une partie de cette somme, Zambeef a monté sa filiale d'huile de palme en 2008. Sur les plans écologiques et sociaux, cette plantation fait débat. Pour pouvoir accéder aux terres, les entreprises promettent de construire hôpitaux et écoles. Dans le Nord-Ouest du pays, Zambeef exploite 10 000 hectares desquels 50 familles ont été expulsées. L'aide au développement n'a fait qu'aggraver la situation pour les habitants du village.

Le fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce

00:43:39 à 00:56:24

Africa Agriculture and Trade Investment Fund (AATIF) est un fonds d'investissement de 125 millions d'euros financé par le Ministère allemand pour le développement, la banque allemande KfW, et la Deutsche Bank. En Zambie, 9 millions d'euros ont été investis dans la société Chobe Agrivision. Une vaste plantation de soja a été aménagée au centre du pays. Un certain nombre d'agriculteurs ont été déplacés et la forêt a été défrichée. L'accès à l'eau a été rendu impossible par l'installation de clôtures. Les missions de service public (écoles, hôpitaux, routes) sont repris par des investisseurs privés. L'agence de développement public Zambian Development Agency mise sur les partenariats public-privé pour développer les infrastructures, en offrant des conditions fiscales intéressantes aux investisseurs.

La nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire en Tanzanie

00:56:24 à 01:10:35

Fondée par les États membres du G8, cette alliance comprend 10 pays africains partenaires et 230 entreprises (Nestlé, Monsanto, Unilever). Son objectif est de « sortir 50 millions d'Africains du Sud du Sahara de la misère ». La Tanzanie fait partie de cette alliance. Le gouvernement prévoit, en partenariat avec des entreprises et des investisseurs, de moderniser l'agriculture, créer des emplois et améliorer l'infrastructure des transports. Olam, un des plus grands groupes agroalimentaires de la planète, participe à cette alliance et gère une plantation de café. Des agriculteurs contractuels y sont employés et sont assujettis aux directives des entreprises. Ils ne parviennent pas à gagner leur vie ni à se nourrir.

DeveloPPP à Zanzibar

01:10:35 à 01:20:08

Ce programme du gouvernement allemand aide des PME désireuses de commercer avec des pays en voie de développement. L'entreprise Ecoland Herbs a obtenu 100 000 euros. Elle fait partie des 1 500 entreprises financées. Ecoland Herbs cultive des épices en partenariat avec 25 producteurs de Zanzibar. Ces épices certifiées biologiques sont destinées à être exportées vers l'Allemagne. L'entreprise allemande touche l'aide, et non les petits producteurs, mais cette activité rend les petits paysans de Zanzibar plus indépendants et autonomes. Ils conservent en outre leurs pratiques agroécologiques.

Conclusion

01:20:08 à 01:26:26

Les partenariats public-privé aident des entreprises européennes et multinationales à conquérir de nouveaux marchés avec des fonds publics. Les petits producteurs ne sont là qu'en tant que clients à conquérir. Ils sont acheteurs de semences, d'engrais chimiques et de pesticides, et fournisseurs de coton, café ou épices. Car soutenir le travail de la majorité des petits exploitants qui ne travaillent pas pour l'exportation ne générerait aucun profit. Pour certains, une autre approche s'impose : faire des petits paysans les acteurs principaux de ces partenariats et chercher à connaître leurs besoins réels pour mieux les aider. Les solutions alternatives sont les coopératives et la vente directe. Les petits producteurs ont besoin d'un accès à la terre, à l'eau et au marché. Ils peuvent ainsi fournir des villes de plusieurs millions d'habitants et assurer la sécurité alimentaire. Cibler l'aide au développement en faveur des petits paysans : voilà la mission essentielle pour se rapprocher du but que la communauté internationale s'est fixé, enrayer la faim et la famine d'ici 2030.

PROTAGONISTES

Nora MCKEON – Agronome (Université de Rome), ex-collaboratrice de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Martin GEIGER – Société allemande pour l'aide au développement (DEG)

Thomas DUVE – Société de crédit pour la reconstruction

Astrid MANROTH – Deutsche Bank

Martin MÄRKEL – Bayer Crop Science

Andrea BAHM – Chargée de mission à l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ)

Agatha THUO – Ministre de l'agriculture du district de Nyandarua

Peterson KAMAU – Kisima Farm

Niema MOVASSAT – Député au Bundestag (Die Linke)

Gerd MÜLLER – Ministre allemand de la Coopération internationale et du Développement

Marita WIGGERTHALE – Oxfam

Florence KINOTI – Agricultrice

Diana GITONGA – Bayer Afrique de l'Ouest

Mary WACHEKE – Agricultrice

Stephan BELZER – European Foods Africa

Wolfgang BERTENBREITER – Société allemande pour la collaboration internationale (GIZ)

Kelvin HAMBWEZYA – Entreprise agricole NWK

Annie MPERE – Agricultrice

Trusted MWIINGA – Directeur de la plantation Zampalm

Patrick LUO – Habitant de Kopa Chiefdom

Emmanuel MWAPE SHERRY – Habitant de Kopa Chiefdom

Frances KAMANDA – Habitant de Mimbolo

Godwin NGWIRA – Habitant de Mimbolo

Cliford MFUNE – Habitant de Mimbolo

Keith MAILA – Gouverneur du district de Mpongwe

Derek NICOLLE – Parklands Farm

Joackim SUBELI – Riverain de la ferme Somawhe

Henry SAKALA – Gouvernement zambien

Medappa MG – Olam / Aviv

Denis MPAGAZE – Association pour une agriculture paysanne de Tanzanie

Flavian NINGUNYANI – Agriculteur sous contrat Olam / Aviv

Ismail Pili ABUBAKARI – Ouvrier agricole Olam / Aviv

Godfrey LUPINDU – Habitant de Lipokela

Rudolf BÜHLER – Ecoland Herbs

Ridhiwan AMOUR ALI – Planteur d'épices biologiques, Zanzibar

Juma BOSS – Planteur d'épices biologiques, Zanzibar

Sabrina Nafisa MASINJILA – Centre africain pour la biodiversité

PRECISIONS SUR LA NASAN

En septembre 2015, 193 États membres des Nations-Unies ont signé les Objectifs du Développement Durable avec pour objectif premier d'éradiquer la pauvreté d'ici 2030. Les gouvernements comptent de plus en plus sur le secteur privé dans la poursuite de cet objectif, via des partenariats publics-privés. Depuis 2012, le G8 a lancé la **Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition**, en associant 230 entreprises privées. Dans les faits, le partenariat public-privé s'avère être un échec. Les paysans s'endettent en achetant des semences, engrais et pesticides. Ils deviennent dépendants des gros fournisseurs tels que Syngenta et Monsanto-Bayer. En théorie, ces logiques partenariales reposent sur un modèle gagnant-gagnant, mais ce sont avant tout les intérêts et profits des sociétés privées qui sont priorités. La France s'est retirée de la NASAN le 8 février 2018, décision saluée dans un communiqué commun signé par 3 ONG françaises, CCFD Terres Solidaires, Oxfam et Action contre la Faim, particulièrement mobilisée sur le sujet.



PREPARER LE DÉBAT

Fiches thématiques

Pour préparer le débat, nous vous invitons à consulter **les fiches thématiques suivantes** :

« La faim »

Une personne sur neuf souffre de la faim, soit plus de 800 millions de personnes dans le monde. La grande majorité de ces personnes vivent en zones rurales et environ la moitié des personnes souffrant de la faim sont paysans et vivent de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche. Longtemps, la sous-alimentation a été associée à un manque de productivité agricole, un problème de croissance démographique, de catastrophes naturelles, de conflits ou encore plus récemment aux effets du changement climatique.

Or, il faut savoir que les crises alimentaires modernes ont un point en commun. Elles ne sont pas issues d'un problème de disponibilité – nous produisons suffisamment d'aliments pour nourrir le monde - mais d'un problème d'accès, physique et économique, à l'alimentation.

Les Objectifs de Développement Durable (plus particulièrement l'ODD N°2 « Faim zéro ») visent à mettre un terme à la faim et à la malnutrition sous toutes leurs formes d'ici 2030. Les pays industrialisés, majoritairement urbains, sont dotés de politiques avantageuses pour le secteur agricole, alors que les pays pauvres majoritairement ruraux ont des politiques peu favorables à l'agriculture. **La faim n'est pas une fatalité, mais comment y remédier ?**

La fiche thématique « La faim » est consultable sur le lien suivant : [\(LIEN\)](#) ou sur le centre de ressources ALIMENTERRE.



« Commerce international »

Alors que les négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) achoppent sur les questions agricoles, les consommateurs des pays riches peuvent se procurer à n'importe quelle saison des denrées alimentaires venues de tous les continents.

Presque tous les agriculteurs de la planète sont concernés par les flux d'échanges de produits agricoles et alimentaires. Les agricultures familiales et paysannes dans les pays du Sud sont victimes de la dérégulation des marchés agricoles. Dans ce contexte, les défis sont multiples, qu'il s'agisse d'une répartition plus équitable du partage de la valeur ajoutée dans les filières agroalimentaires, de l'impératif d'évolution vers des formes d'agriculture plus durables, ou de la compétition entre produits mondiaux et produits locaux. Quelles issues ?

La fiche thématique « Commerce international » est consultable sur www.alimenterre.org



Intervenants

Pour trouver des intervenants ayant les compétences pour intervenir lors du débat, vous pouvez contacter les relais locaux des partenaires du festival ALIMENTERRE, en particulier :



Contactez un groupe local :
<https://www.oxfamfrance.org/agir/militez-pres-chez-vous>



<http://www.peuples-solidaires.org/groupes>

POUR ALLER PLUS LOIN

Caroline Nokel et Valentin Thurn. *Hunger for Profit. Why Poverty*, 2012. En ligne [anglais] : <https://www.youtube.com/watch?v=J9CHceHLHOA&t=54s>

AITEC, (2011). « Spéculation sur les denrées alimentaires : pourquoi? qui? comment? ». En ligne : <https://vimeo.com/30374003>

Euractiv, (2014). « Les ONG s'alarment des partenariats public-privé dans l'aide au développement ». <https://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/les-ong-s-alarment-des-partenariats-public-privé-dans-l-aide-au-developpement/>

Jeune Afrique, (2014). « Agriculture : les partenariats public-privé géants menacent les droits fonciers des populations africaines ». <http://www.jeuneafrique.com/6957/economie/agriculture-les-partenariats-public-privé-géants-menacent-les-droits-fonciers-des-populations-africaines/>

CCFD Terre Solidaire, Action contre la Faim, Oxfam France, (2014). « La faim, un business comme un autre - comment la nouvelle alliance du G8 menace la sécurité alimentaire en Afrique ».

<https://ccfd-terresolidaire.org/infos/souverainete/rapport-la-faim-un-4750>

PDF : https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport_nasan_final.pdf

CCFD Terre Solidaire, (2016). « La NASAN en Afrique, une menace pour la sécurité alimentaire ».

<https://ccfd-terresolidaire.org/infos/souverainete/la-nasan-en-afrique-une-5074>

Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) et GRAIN, (2015). « Remise en cause des lois foncières et semencières : qui tire les ficelles des changements en Afrique ? ».

<https://www.grain.org/article/entries/5122-remise-en-cause-des-lois-foncieres-et-semencieres-qui-tire-les-ficelles-des-changements-en-afrique>

PDF : <http://afsafrika.org/wp-content/uploads/2015/01/AFSA-GRAIN-Rapport-Remise-en-cause-des-lois-fonci%C3%A8res-et-semenci%C3%A8res-qui-tire-les-ficelles-des-changements-en-Afrique-.pdf>

ActionAid, (2014). « Hold up sur les terres. Comment le monde ouvre la voie aux accaparements des terres par les entreprises ».

<http://www.peuples-solidaires.org/publications/hold-sur-les-terres>

PDF : http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/sad_2014_hold_up_sur_les_terres_0.pdf



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

